

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

Le coût de la guerre : 231 milliards pour une année

Journal de la société statistique de Paris, tome 56 (1915), p. 219-221

[<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1915__56__219_0>](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1915__56__219_0)

© Société de statistique de Paris, 1915, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV

VARIÉTÉ

LE COÛT DE LA GUERRE

231 MILLIARDS POUR UNE ANNÉE

Notre sympathique collègue et ami, M. Arthur.-J. COOK, nous adresse un article qui reproduit une communication faite à *The Royal Statistical Society*, le mercredi 17 mars, jour de notre séance mensuelle. On verra que les deux sociétés se préoccupent de la même question : les statistiques de guerre; — nous sommes heureux de résumer brièvement cet article et de remercier M. Arthur.-J. Cook de son aimable envoi.

(N. de la R.)

Des calculs très bien menés, relatifs au coût de la guerre, dans toutes ses ramifications, pour les divers belligérants, ont été l'objet d'une conférence faite par M. Edgard CRAMMOND devant les membres de la Société Royale de Statistique.

M. CRAMMOND examina la question sous les trois aspects :

- 1^o Le coût direct de la guerre pour les principaux belligérants;
- 2^o La destruction de la vie et de la propriété;
- 3^o Les pertes indirectes.

La perte de vies humaines et la destruction de capital dépassent déjà, et de beaucoup, celles de toutes les guerres connues. Plus de la moitié des habitants de notre globe y sont intéressés; les bateaux à vapeur que les belligérants possèdent représentent 70,8 % du tonnage commercial total et leur commerce extérieur est de 62 % du commerce mondial. Il est indéniable que le facteur le plus influent sur le coût

de la guerre : sa durée, ne peut être défini avec certitude, mais il y a, heureusement, raison de croire que l'épuisement économique, l'épuisement des hommes et du matériel de guerre en rendront impossible la continuation, pour quelques-uns des principaux belligérants, après le mois de juillet prochain.

C'est pourquoi M. CRAMMOND base son estimation sur une période de douze mois d'hostilités actives et universelles, et laisse de côté, pour le moment, toute idée de calculer les dépenses de guerre postérieures à cette date.

Un individu productif a une certaine valeur (1) dans la communauté qui a été définie « celle qu'il devrait lui restituer par n'importe quel moyen, soit par ses bénéfices personnels, soit par son salaire ». Ce « capital humain » a été calculé par BARRIOL comme étant, pour les contrées suivantes (2) :

États-Unis d'Amérique. . .	23.600 ^f	France.	14.500 ^f
Angleterre	20.700	Autriche-Hongrie	14.000
Allemagne	16.900	Russie	10.100

Plusieurs autres autorités ont confirmé cette évaluation, et le conférencier l'a adoptée comme base pour son calcul de la valeur monétaire, pour la communauté des vies perdues.

Le coût total, direct et indirect, de la guerre peut être estimé à 230 milliards 719 millions de francs jusqu'au 31 juillet prochain.

Sa répartition entre les deux groupes de belligérants serait approximativement la suivante :

Pays	Dépense directe	Destruction de la propriété	Coût total
	du	Valeur capitalisée	
	Gouvernement	de la vie et de la production et autres pertes	
	Millions	Millions	Millions
Belgique	921	12.358	13.279
France.	13.958	28.575	42.533
Russie.	15.132	20.177	35.309
Empire britannique	17.856	13.872	31.728
Total	47.867	74.982	122.849
Autriche-Hongrie	14.175	23.707	37.882
Allemagne	23.657	46.331	69.988
Total	37.832	70.038	107.870
Totaux généraux :	85.699	145.020	230.719

(1) M. D'Eichthal a très justement critiqué l'emploi des termes « valeur sociale d'un individu » employés par M. Barriol. Les mots « valeur économique » ou « capital humain » seraient préférables, sous réserve bien entendu de la définition donnée par l'auteur.

(2) Nous ferons une simple observation sur les sommes indiquées par M. CRAMMOND pour représenter le capital humain.

Ces sommes sont des moyennes pour l'ensemble des individus, hommes et femmes de tout âge, des divers pays. Il serait bon, à notre avis, de considérer la valeur moyenne des hommes en âge de prendre les armes (quinze à cinquante ans).

Nous avons fait le calcul d'après le tableau paru dans la *Revue Économique Internationale* (mai 1911), et voici les résultats, qui tiennent compte, naturellement, de la valeur respective des salaires de chacun des pays considérés :

États-Unis	46.080 ^f	France.	30.160 ^f
Angleterre	40.790	Autriche-Hongrie	27.390
Empire allemand	33.980	Russie	25.900

On voit qu'il faudrait à peu près doubler les évaluations correspondant à la perte de capital résultant de la destruction de vies humaines; l'augmentation serait d'environ 15 milliards par million de morts, — cela montre le degré d'approximation des évaluations que l'on peut faire actuellement.

A, B,

Ces totaux représentent le cinquième de la fortune nationale de la Belgique, le septième de celle de la France, le huitième de celle de la Russie, le septième de celle de l'Autriche-Hongrie, le sixième de celle de l'Allemagne et le quatorzième de celle du Royaume-Uni ou le vingtième de celle de l'Empire britannique. Une distinction très nette doit être faite entre les pertes permanentes de capital (dépense directe faite par les Gouvernements et destruction de la propriété) et les pertes indirectes, comme la perte du revenu et la valeur capitalisée des pertes de vies humaines.

En se basant sur les chiffres mentionnés ci-dessus, on peut dire que la perte permanente de capital, pour tous les belligérants, atteindra environ 100 milliards 900 millions, et les pertes de revenus, etc., 129 milliards 900 millions.

L'Angleterre est un facteur de durée. Sa richesse nationale et son revenu national n'ont encore été que peu affectés par la guerre. Il ne peut y avoir de doute quant au résultat d'un conflit prolongé entre les deux empires. Alors que l'Allemagne utilise tous ses moyens, seulement une partie, « la frange », de nos ressources en hommes, en argent, en nourriture et en matières premières a été touchée.

Bien que l'Allemagne se soit préparée à cette guerre dans le domaine économique depuis près de dix ans, déjà, après sept mois de guerre, sa position est devenue désespérée. Les mers ont été débarrassées de sa flotte et ses ressources alimentaires sont menacées. Ses provisions de matériel de guerre, en particulier le cuivre, le manganèse et le salpêtre, paraissent proches de l'épuisement, et son papier-monnaie, en dépit des ingénieux systèmes soigneusement élaborés pour renforcer le crédit allemand, subit déjà un très fort escompte.

Lord WELBY, qui présidait la séance, fit remarquer que, bien que quelques-unes des bases du calcul doivent, jusqu'ici, rester hypothétiques, il y avait déjà un nombre considérable de faits probants et qu'on possédait, en outre, les estimations sérieuses avancées par le premier ministre et le chancelier de l'Échiquier. Le 1^{er} mars, M. ASQUITH parlait d'une dépense brute de 50.400.000 francs par jour pour l'armée et la flotte, ou 18 milliards 430 millions par an, et ce que disait M. LLOYD GEORGE faisait ressortir, à son idée, une dépense, pour l'année commençant en janvier dernier, d'environ 20 milliards 177 millions.

A l'heure actuelle, continua Son Excellence, la chose que je pense être la plus utile est que cette information, émanant de telles autorités comme le premier ministre et le chancelier de l'Échiquier, soit exposée devant la nation, dans le but d'attirer sur elle l'attention du public et de l'instruire, parce que si, à un moment donné, la paix devait arriver, nous serions en face de la grave question de savoir comment affronter la charge énorme. En ce moment, je ne vois aucune indication satisfaisante prouvant que le public soit sensible à la nécessité d'étudier la question et d'arriver à une conclusion.
